

Synthèse des Rencontres Azuréennes de l'Eau

Les Rencontres azuréennes de l'eau ont permis d'aborder avec profondeur les enjeux liés à la désimperméabilisation, en croisant les regards d'experts, d'élus et de techniciens. Plusieurs thématiques ont été explorées à travers trois tables rondes complémentaires. Voici les enseignements majeurs.

Table Ronde I – Organisation de la désimperméabilisation : simplicité ou complexité ?

À la question de savoir si la désimperméabilisation est simple à organiser, la réponse semble être « oui », mais avec de nombreuses nuances. En effet, Mme La Jeunesse a rappelé que cette notion ne se limite pas aux seules zones urbanisées : elle s'appréhende à l'échelle du bassin versant. Cela implique une coordination fine entre les services concernés et la mise en place d'une véritable gouvernance.

Mme Verneyre a insisté sur l'importance de faire interagir les acteurs dès la conception des projets, jusqu'à leur exploitation, afin de construire une stratégie cohérente. M. Philip, quant à lui, a souligné qu'au-delà de la stratégie, il est indispensable d'accompagner les territoires, de sensibiliser les acteurs, et surtout, de les former. En résumé, la désimperméabilisation n'est pas si simple et nécessite une réelle volonté collective.

Par ailleurs, si les plans d'action nationaux sont bien déclinables, ils doivent être adaptés aux spécificités locales. Les directives restent générales et nécessitent une territorialisation précise, tenant compte du "chemin de l'eau". Mme Verneyre a évoqué l'image des "poupées russes" : partir de l'échelle macro jusqu'à la parcelle pour infiltrer l'eau au plus près de là où elle tombe. Ainsi, l'adaptation des grandes orientations aux contraintes locales devient une condition essentielle à l'efficacité des plans d'action.

Table Ronde II – Une action à l'échelle locale est-elle suffisante ?

Si les actions locales sont nécessaires, elles ne sauraient être suffisantes à elles seules. Mme Jacquier a plaidé pour une approche intégrée, fondée sur une stratégie globale assurant la cohérence des interventions. Cette vision systémique, comme l'a illustré M. Wepierre, permet de tendre vers un bassin versant résilient, capable de ralentir, infiltrer et retenir les premiers ruissellements.

Cette approche élargie permet de relier les actions à l'échelle de la parcelle à des stratégies de territoire plus globales, en vue d'une ville perméable et résiliente. Toutefois, la connaissance des territoires et de leurs spécificités reste un enjeu clé.

Comme l'a rappelé M. Patault, il est indispensable de disposer d'un diagnostic multiparamètres et multi-indicateurs pour éviter une approche en silos. Si de nombreuses actions existent, les retours d'expérience et la mutualisation des données font encore défaut. Une dynamique de diffusion de la donnée est néanmoins en cours, ce qui devrait permettre de mieux ajuster les stratégies aux territoires concernés.

Table Ronde III – Difficultés de mise en œuvre et effets induits

Cette dernière table ronde a permis de dresser un état des lieux des difficultés concrètes rencontrées lors de la mise en œuvre des actions de désimperméabilisation.

M. Lanoire a rappelé que ces actions concernent essentiellement les pluies courantes, et non les événements exceptionnels, pour lesquels leur impact reste limité. Plusieurs freins ont été identifiés :

1. Le changement de mentalité nécessaire face aux effets du changement climatique ;
2. Une volonté politique émergente, traduite par une prise de conscience et des décisions encourageant les actions de désimperméabilisation ;
3. Des difficultés de coordination entre les différents acteurs et services, comme l'a souligné M. Vignoule, en raison du caractère multithématique du sujet ;
4. Les contraintes physiques (géologie, hydrogéologie, nature des sols), rappelées par Mme Bouhours, ainsi que la gestion du risque, qui influencent la faisabilité des projets ;
5. Les contraintes foncières, qui font de la désimperméabilisation une opportunité souvent conditionnée à un aménagement plus global ;
6. Les obstacles techniques et réglementaires : pollution des sites, besoins d'études complémentaires, coûts de réalisation... même si, comme le souligne M. Vignoule, les subventions sont de plus en plus fréquentes ;
7. Enfin, le manque de connaissance sur les effets à moyen et long terme, évoqué par M. Sandoz, soulève la question des conséquences induites par ces aménagements.

Bien qu'elles demandent des efforts collectifs, les actions de désimperméabilisations offrent des bénéfices multiples pour la société et l'environnement, et s'imposent comme des solutions d'avenir.